

Dossier de ré-examen
au titre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 27 février 2020
relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées
du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques
3642, 3643, 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de
l'environnement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Etablissement : MOY PARK BEEF ORLEANS

1. Contexte réglementaire

La directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles est issue de la fusion de sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution - IPPC.

Suite à la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, un délai de quatre ans est accordé aux exploitants pour se mettre en conformité vis-à-vis des nouvelles meilleures techniques disponibles (MTD).

Les articles R. 515-70 et suivants du Code de l'Environnement précisent les modalités de réexamen de ces établissements et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'établissement MOY PARK BEEF ORLEANS situé Rue des Pins à FLEURY LES AUBRAIS (45147) est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive IED.

En application de cette directive, l'exploitant a proposé à Madame la préfète du Loiret, par courrier en date du 1^{er} décembre 2020, d'appliquer à son établissement comme rubrique principale la **rubrique 3642 - 1** (voir tableau ci-après). Celle-ci a été actée par l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2012.

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	DÉTAIL DES INSTALLATIONS ACTUELLES	CLASSEMENT
3642-1	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour	350 t/j	Autorisation Rayon d'affichage 3 km

Les conclusions sur les MTD associées à cette rubrique sont celles du document BREF - Best available techniques REference documents - intitulé **FDM « Food, Drink and Milk »**.

La décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaires et laitières, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil associées à la rubrique 3642 a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation du site de l'établissement MOY PARK BEEF ORLEANS et a imposé à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du Code de l'Environnement. Ce dossier de réexamen a été transmis à la préfecture le 15 décembre 2020.

L'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643, 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement reprend la majorité des conclusions des MTD du BREF FDM les rendant ainsi opposables aux sites concernés par le BREF FDM.

2. Activité, procédés et périmètre IED

L'établissement MOY PARK BEEF ORLEANS a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2012 à exploiter une usine de fabrication de steaks hachés surgelés et de préparations de viandes hachées surgelées, située Rue des Pins à FLEURY LES AUBRAIS (45147).

L'activité principale de la société est la transformation de la viande de bœuf.

Les procédés utilisés sont les suivants :

- salle de production
- salle des machines de production de froid
- stockage réfrigéré
- stockage congelé
- salle de manipulation des produits finis – secs
- stockage des produits finis
- mise en cartons et palettisation
- quais d'expédition

L'établissement MOY PARK BEEF ORLEANS dispose également de procédés transversaux et de services supports :

- ateliers de charge d'accumulateurs électriques
- installations de combustion de gaz naturel (chaudières)
- équipements de froid industriel par refroidissement évaporatif
- équipements de froid industriel au moyen de gaz fluorés
- emploi et stockage d'ammoniac et de dioxyde de carbone
- zones de stockage d'emballages
- zone de quais : réception/expédition, voiries, parkings
- zone de charge de chariots élévateurs
- zone de collecte de déchets dangereux et non dangereux
- pré-traitement des eaux industrielles
- climatisation
- services administratifs, bureaux, locaux sociaux

2.1 Rubriques de la nomenclature ICPE

L'arrêté préfectoral du 4 juillet 2012 prend acte que l'établissement MOY PARK BEEF ORLEANS relève de la rubrique principale 3642 - 1.

L'établissement relève également des rubriques secondaires suivantes :

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	DÉTAIL DES INSTALLATIONS ACTUELLES	CLASSEMENT
1511-2	Entrepôts exclusivement frigorifiques Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	16 172 m ³	DC
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	872 kg	DC
2662-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	420 m ³	D
2910-a-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	3 MW	DC
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, (installations de) : 1. a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	5 600 kW	E
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	60 kW	D
4735-1-b	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	1 400 kg	DC

2.2 Périmètre IED dont activités connexes

Le périmètre IED de l'établissement comporte les installations suivantes :

- salle de production
- salle des machines de production de froid
- stockage réfrigéré
- stockage congelé
- salle de manipulation des produits finis – secs

2.3 BREF principal et BREF secondaires - MTD concernées

Le BREF associé à la rubrique principale est le BREF FDM (Food, Drink and Milk) relatif aux industries agroalimentaires et laitières.

Le site n'est pas concerné par un ou des BREF secondaires.

Ainsi, seules les conclusions des meilleures techniques disponibles du BREF FDM s'appliquent à l'établissement.

L'analyse de la conformité est faite par rapport aux MTD :

- du BREF FDM

Les meilleures techniques disponibles applicables au site sont :

- les MTD génériques applicables à tout dossier concerné par le réexamen (MTD 1 à 15),
- et la MTD sectorielle pour la transformation de viande (29.)

3. Avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation

A l'issue de l'analyse des MTD applicables au site, l'exploitation de l'établissement MOY PARK BEEF ORLEANS ne demande aucune dérogation à ces MTD.

L'exploitation du site est conforme à l'ensemble des MTD analysées du BREF FDM.

Par ailleurs, l'exploitant n'a rencontré aucune des trois situations suivantes établies à l'article R. 515-70 III du Code de l'Environnement :

- une pollution causée telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission ou VLE (exemples : identification d'une nouvelle pollution d'un écosystème sensible, d'une masse d'eau souterraine, etc.) ;
- un problème de sécurité d'exploitation requérant le recours à d'autres techniques (exemples : débordements récurrents des bassins d'orage, évolution d'une zone ATEX (ATmosphères Explosibles) qui nécessite de modifier les installations, etc.) ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale (NQE), nouvelle ou révisée pour laquelle l'installation est susceptible d'avoir des incidences sur l'atteinte des objectifs de la NQE. A titre d'exemples : parution ou révision en cours d'un plan de protection de l'atmosphère ou d'un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), nouveau classement d'une masse d'eau sur laquelle l'établissement est susceptible d'avoir un impact significatif, etc.

Enfin, un rapport de base existant est à disposition des services instructeurs :

- rédacteur externe : Bureau Veritas Exploitation,
 - service MDR HSE - agence de Saint Herbain,
- version V1 du 30/09/2020_CB0797715-9618468-1.

Dans ce contexte, l'exploitant de l'établissement MOY PARK BEEF ORLEANS ne juge pas nécessaire de revoir les prescriptions de son arrêté d'autorisation d'exploiter vis-à-vis des impacts sur son environnement et des enjeux locaux, au regard du III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement.

4. Comparaison du fonctionnement des installations par rapport aux MTD définies dans les conclusions sur les MTD et BREF applicables

Le positionnement du site par rapport aux MTD qui lui sont applicables est synthétisé dans le tableau suivant :

MTD	Intitulé	mise en œuvre	NEA-MTD ou NPEA-MTD du BREF FDM VLE AMPG 27/02/20	Niveau actuel des émissions	Engagement de l'exploitant sur valeurs respectant le délai de conformité
1	Système de management environnemental	oui	/	certifié ISO 14001 depuis mai 2003	renouvellement certification ISO 14001 : mai 2021
2	Inventaire des consommations et émissions	oui	/	certifié ISO 9001/14001 depuis mai 2003	renouvellement certification ISO 9001/14001 : mai 2021
3	Suivi paramètres clés du process pour flux eaux usées	oui	/	valeurs de rejet conformes	maintien de la surveillance des flux
4	Surveillance des émissions dans l'eau	oui	DCO : 100 mg/L N : 20 mg/L P : 2 mg/L MES : 35 mg/L DBO5 : 30 mg/L Chlorures : /	pas de station en propre : convention de rejet en réseau communal vers station Chapelle St Mesmin respect NEA-MTD en rejets directs	maintien de la surveillance hebdomadaire surveillance du paramètre « chlorures » dès 2021 prise en compte NEA concentration maximale indirectes : DCO et P prise en compte NEA convention de rejets : MES, N et DBO5
6	Amélioration de l'efficacité énergétique	oui	/	certifié ISO 9001/14001 depuis mai 2003	gaz : pré-chauffage de l'eau de nettoyage par la chaleur des salles de machine électricité : maîtrise du pilotage de la salle des machines maintien des mesures sus-citées et faisant en outre l'objet d'un audit énergétique renouvellement de la certification actuelle : mai 2021 nouvelle certification ISO 50001 : fin 2022

MTD	Intitulé	mise en œuvre	NEA-MTD ou NPEA-MTD du BREF FDM VLE AMPG 27/02/20	Niveau actuel des émissions	Engagement de l'exploitant sur valeurs respectant le délai de conformité
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	oui pour partie pas de MTD a (recyclage eau) pour éviter contamination du produit fini via biofilm	/	techniques appliquées : b, c, d, g, i, j, ,k	osmoseur prévu pour 2021 (économie d'eau pour prise en compte MTD a) maintien des techniques déjà mises en œuvre entretien réseau et matériel veille technologique REUSE eau
8	Substances dangereuses- : choix et utilisation des produits	oui	/	conforme	voir MTD 7
9	Substances dangereuses- : fluides frigorigènes	oui	/	froid issu double cascade NH3 – CO2 (surgélation et stockage froid négatif) → conforme froid issu circuit d'eau glycolée refroidie par échangeur NH3 (stockage froid positif) → conforme froid issu groupes frigorigènes indépendants (quai réception et congélation des mat. premières)	impact arrêt vente R404 remplacement des 13 groupes frigorigènes pour 2024 selon solution à retenir : groupes CO2, raccordement salle des machines, rétrofits avec gaz de GWP inférieur
10	Utilisation efficace des ressources	oui sauf d, e, f	/	conforme	maintien des mesures actuelles
11	Prévention des émissions accidentelles dans l'eau	oui	/	conforme	entretien du bassin d'orage (eaux pluviales et eaux d'extinction incendie)
12	Réduction des émissions dans l'eau	oui sauf a, d à m	cf. MTD 4	respect de la VLE rejet indirect	maintien 12 c (pré-séparation physique des effluents aqueux, solides et graisses)
13	Plan de gestion des émissions sonores	oui	/	conforme	maintien de la conformité actuelle (zone non sensible, surveillance des mesures, absence de plaintes)
14	Réduction des émissions sonores	oui	/	conforme	cf. MTD 13

MTD	Intitulé	mise en œuvre	NEA-MTD ou NPEA-MTD du BREF FDM VLE AMPG 27/02/20	Niveau actuel des émissions	Engagement de l'exploitant sur valeurs respectant le délai de conformité
15	Plan de gestion des odeurs	oui	/	conforme	maintien des modalités de stockage actuelles (palettes et compacteurs à déchets sans nuisances olfactives identifiées, ni plaintes)
MTD sectorielles pour la transformation de viande					
29	Efficacité énergétique	oui	025-2,6 (Mwh/t mat. première)	0,32 conforme	cf. MTD 6
29	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	oui	1,5-8,0 (m³/t mat. première)	1 conforme	cf. MTD 7

Les MTD non applicables au site sont :

- **MTD 5 du BREF FDM** (surveillance des rejets dans l'air) :
 - le site n'utilise pas d'enceintes de fumage

5. Analyse du rapport de base

L'article L. 515-30 du code de l'environnement prévoit que les exploitants doivent en même temps qu'un dossier de réexamen déposer un rapport de base. Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site lors de la mise à l'arrêt définitif. L'exploitant devra laisser le site dans un état comparable à celui décrit dans le rapport de base.

Ce rapport de base est obligatoire lorsque l'exploitant utilise des substances ou mélanges dangereux (au titre du règlement CLP) et qu'il existe un risque de pollutions des sols et des eaux souterraines sur le site d'exploitation. Si l'une ou l'autre des 2 conditions n'est pas remplie, un exploitant peut déposer un justificatif de non remise de rapport de base. Dans ce cas, l'inspection des installations classées considérera lors de la cessation d'activité du site que le site était exempt de pollution à l'origine, que c'est l'exploitant qui est à l'origine de l'éventuelle pollution du site et qu'il doit donc dépolluer en conséquence.

Un mémoire justificatif de « non-soumission » au rapport de base (directive IED) a été adressé à l'inspection des installations classées le 15 décembre 2020.

- plusieurs substances potentiellement polluantes ont été identifiées dans le process : notamment ammoniac, hydrocarbures et produits de nettoyage,
- cependant au regard des quantités et des modalités d'utilisation de ces substances et de la configuration des stockages correspondants :
 - ces substances n'ont pas été retenues comme pertinentes,
 - il n'a pas été identifié un risque de contamination des sols et des eaux souterraines.

6. Demande de dérogation

Considérant que toutes les conclusions MTD du BREF FDM pouvaient s'appliquer sans difficulté à

6. Demande de dérogation

Considérant que toutes les conclusions MTD du BREF FDM pouvaient s'appliquer sans difficulté à son établissement, la société **MOY PARK BEEF ORLEANS** n'a pas formulé de demande de dérogation, au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

7. Proposition de l'inspection des installations classées

Au regard de cette instruction, en l'absence de la nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 2012 et en raison de l'engagement de l'exploitant à se conformer sans aménagements aux prescriptions générales définies par l'**arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643, 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement** :

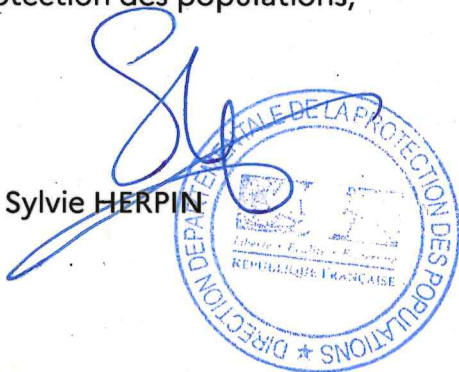
- l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète de notifier par courrier à l'exploitant de l'établissement **MOY PARK BEEF ORLEANS** situé **Rue des Pins à FLEURY LES AUBRAIS (45147)** l'application de l'arrêté sus-cité, et ce conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement,
- sachant que cet arrêté ministériel de prescriptions générales s'applique sans préjudice des dispositions de l'arrêté préfectoral applicable au site.

A Orléans, le 25 juillet 2024

Vu et transmis

La directrice de la direction départementale
de la protection des populations,

Sylvie HERPIN



Le coordinateur régional
des installations classées

Thierry DUMONT

